

# Manifestations politiques Mercenariat et votes aux enchères

L'Express - Haingo Rarivoson - 29/09/09

**Après 8 mois de crise politico-sociale, les sit-in font encore recette. Cependant les partis perdent progressivement leur crédibilité. Et quand les illusions se perdent, les convictions s'oublient, de viles tractations commencent.**

Militer pour ses idées par simple conviction, tout cela semble bien loin pour Mima, résidente des bas quartiers d'Antananarivo, la capitale. « Mon mari et moi avons été appelés à voter un candidat pour 500 Ariary. C'était en 1993. Aujourd'hui, il faut compter dix fois plus. Pourquoi s'offusquer pour ce genre de pratiques ? Les voix s'achètent, les missions se monnaient ».

Missions, c'est ainsi que la quinquagénaire appelle les basses besognes pour lesquelles les «boay kely», les jeunes de moins de 20 ans dans les quartiers défavorisés sont recrutés. Ces nouveaux mercenaires sont mis en condition pour semer le trouble dans les manifestations. Il n'y a aucun contrat. Les «boay kely» sont envoyés à la potence sans personne pour garantir leur sécurité. On leur promet 15.000 à 40.000 ariary mais ce n'est jamais ce qu'ils touchent au final. Personne ne sait d'où vient l'argent.

Les services de ces nouveaux mercenaires peuvent être sollicités par deux organisateurs différents. Ce qui leur est demandé est spécifié au moment du «recrutement» avec les outils de travail fournis. Il faut avoir sa carte d'identité, que le recruteur remettra à la fin de la manifestation avec ce qui est dû. Hery, le bras droit d'un maire est familier à ce genre de pratique. Il y a 4 mois, il a été chargé de transporter des personnes d'Andiana (à 280 km de la capitale) vers Antananarivo pour assister aux manifestations. « Nous avons loué 35 minibus. Chaque individu a été indemnisé à 20.000 Ariary pour les 2 jours. Ensuite, le parti a organisé une soirée pour les remercier ».

## Société civile fragile

Les partis ont du mal à rassembler la foule sans coup de pouce. La raison en est que manifester pour une cause parce que c'est sa conviction propre est une chose bien rare aujourd'hui. Voter pour un candidat pour les mêmes raisons l'est encore plus. Haingo, militante et membre d'un parti à Ambositra, est prête à « céder » sa voix. Mais à condition qu'on y mette le prix. Lors des élections présidentielles en 2002, la jeune femme, comme des centaines de membres ont fait du porte-à-porte et encouragé les électeurs dans son fief à voter pour le candidat du parti. «Nous allions dans des coins reculés. On s'engouffrait dans des voitures tout terrain avec du riz, des tee-shirts, des bougies, du savon et de l'huile. On prenait les noms et les adresses. À la sortie du bureau de vote, l'électeur nous rendait les billets de vote qu'il n'a pas mis dans l'urne. C'est la preuve de sa bonne foi, en contrepartie, il reçoit la somme de 5.000 Ariary ».

Cette régression de la citoyenneté en matière d'élection est partiellement due à la rupture d'un processus. Celui de la démocratisation. Entamé en 1989, ce processus a été modelé par la société civile sans jamais avoir eu l'appui des régimes qui se sont succédé. Symptomatique et liberticide, le vote aux enchères est une pratique traduisant cette fragilité des structures de la société civile.

Créé en 1989, le CNOE, le Comité national d'observation des élections a alerté sur ce phénomène : « Le Malgache n'a jamais été un réactionnaire. C'est là que commenceront les intimidations, le harcèlement, les menaces d'affectation ou d'emprisonnement. Jusqu'à ce qu'un soulèvement prenne forme. Mais il ne faut pas oublier non plus que s'il y a 90% de positif dans ce qu'un pouvoir en place peut faire, il reste une marge confortable de 10% sur laquelle ses détracteurs peuvent toujours jouer. Les 180 partis politiques le savent. Les citoyens, eux, oublient vite » souligne le Secrétaire général du CNOE, Bruno Rakotoarison.

Il y a dans la société malgache, des valeurs fortes, communes à l'Afrique. Ces valeurs guident le choix des candidats puisque le vote malgache est aussi ethnique, religieux ou social. Le néopaternalisme, valeur fondamentale, caractérise aussi son mode de pensée. Un haut fonctionnaire sera considéré comme un petit dieu, un président comme un messie.

Les prochaines élections présidentielles se tiendront au plus tard, 15 mois après la mise en place des institutions de la transition. Les forces syndicales, fragiles, ne peuvent en constituer un rempart solide. Pour des élections libres, cette période sera peut-être encore trop courte. Trop aléatoire. Trop risquée.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=29849>